



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA

SNP 36

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

France, INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

**EFFETS SOCIOLOGIQUES  
DES INNOVATIONS D'UN CETA:**

**NOTES ET DOCUMENTS**

**P. BOISSEAU**

**P. DE LADONCHAMPS**

GIANNINI FOUNDATION OF  
AGRICULTURAL ECONOMICS

~~WITHDRAWN~~  
AUG 10 1981

**Série Notes et Documents**

**N°36**

**Montpellier**

**Septembre 1980**

EFFETS SOCIOLOGIQUES  
DES INNOVATIONS D'UN CETA  
NOTES ET DOCUMENTS

R. BOISSIER

R. DE LABORDAINE

WITTEL

Bulle de l'Institut National de la Recherche Agricole  
N° 10  
Mars 1958

## **VERSION ABREGEE**

- SYNTHESE
- TABLE DES MATIERES DU DOCUMENT COMPLET.

**LE DOCUMENT COMPLET**

**PEUT ETRE COMMANDE A:**

Station E.S.R.  
Service de Documentation  
9 Place Viala  
34060 Montpellier Cedex.

Tél. (67) 63.19.32.

140 pages

Prix : 50 F

EFFETS SOCIOLOGIQUES  
DES INNOVATIONS D'UN C.E.T.A.

Le Centre d'Etudes Techniques Agricoles  
du Pays-Haut (Meurthe et Moselle)

NOTES ET DOCUMENTS (1961-1968)

par P. BOISSEAU  
et P. de LADONCHAMPS

Notes et Documents n° 36  
présente les annexes n° 5 à 13 de la publication  
"Effets sociologiques des innovations d'un C.E.T.A."

Etudes et Recherches n° 10, Septembre 1974,  
Réédition refondue, septembre 1980.

On pourra lire les annexes n° 14 et 15 de la précédente  
publication dans la publication : Notes et Documents n° 37,  
Octobre 1980.

## SYNTHESE

Les neuf "notes et documents" (1) présentés ici complètent l'analyse des "Effets sociologiques des innovations d'un C.E.T.A. (Le Centre d'Etudes Techniques Agricoles du Pays-Haut (Meurthe et Moselle))" publiée dans la série "Etudes et Recherches" de la Station E.S.R. de Montpellier (n° 10, septembre 1974, entièrement refondue en septembre 1980).

Publiés à l'origine de 1961 à 1968, ces documents ont été regroupés et synthétisés en trois séries : contradictions, crise et enracinement.

I - Trois comptes-rendus de C.E.T.A. montrent de 1961 à 1964, les ambiguïtés et les contradictions, entre besoin des adhérents et activités du groupe, qui vont engendrer une crise de désaffection.

II - Les données de la crise et des solutions possibles sont exposées dans des documents couvrant la courte période d'août à octobre 1965.

III - La dernière série de trois documents décrit les deux types de solutions envisagées, les unes élaborées en chambre (fin 1965), les autres issues de l'action quotidienne des adhérents pendant un cheminement qui a duré plus de deux ans (1966-1968).

---

(1) On écrira simplement "document" dans le texte.

## I - CONTRADICTIONS.

Les trois premiers documents proposés fournissent de bonnes preuves des contradictions quasi-insurmontables dans lesquelles s'engage le C.E.T.A. du Pays-Haut à partir de 1961. L'activité du groupe s'oriente vers une recherche technique approfondie (n° 1) alors que l'évolution des exploitations des adhérents exigerait bien davantage des études de cas particuliers à caractère socio-économique (n° 2). Inéluctablement cette évolution, de type "concentration-spécialisation", conduit à l'affrontement entre des gros producteurs de type C.E.T.A. et l'ensemble des petits exploitants familiaux défendus ici par les coopératives (n° 3).

### A. UN PROGRAMME DE RECHERCHES TECHNIQUES APPROFONDIES (Doc. n° 1).

En juin 1961 sur proposition des dirigeants, Président et Technicien, le C.E.T.A. s'organise en commissions spécialisées et tente de coordonner son programme avec celui du C.E.T.A. voisin d'AUMETZ, qui partage le même technicien. Le système proposé alourdit la tâche des adhérents sans répondre à leurs besoins, faute d'une analyse préalable de l'évolution globale, réelle, des exploitations et des problèmes qu'elle pose ; ceux-ci ne peuvent être saisis par le questionnaire dont les réponses sont présentées dans le Doc. n° 1.

#### a) Commissions spécialisées et coordination inter C.E.T.A.

1°) Trois commissions sont créées : agronomie, élevage, machinisme. Chaque adhérent est membre de l'une des trois ; les membres de chaque commission fixent et gèrent un programme de recherche appliquée. Les commissions correspondantes des deux C.E.T.A. sont invitées à coordonner leurs programmes et à répartir entre elles les travaux à faire. Des réunions de coordination sont prévues qui s'ajoutent à celles requises par la réalisation du programme de recherche de la commission.

2°) Les commissions spécialisées reçoivent le concours de techniciens spécialisés dans leur domaine, qui proviennent généralement de la F.N.C.E.T.A. Ces commissions sont donc parfaitement armées pour des recherches approfondies, "scientifiques", mais seulement dans un domaine technique limité. Ces tâches sont supposées formatrices à divers titres mais correspondent-elles aux besoins pressants des agriculteurs ?

b) Contradiction entre type de commission et besoin d'exploitations en voie de spécialisation.

Les trois commissions ont été conçues en imaginant un découpage en trois secteurs d'une sorte d'exploitation moyenne, peu spécialisée mais souffrant de défaillances techniques variées. Ainsi chaque adhérent est-il censé apporter sa contribution technique à tous les autres et recevoir en retour des conseils de chacune des trois commissions. Mais l'énorme travail requis par le fonctionnement du C.E.T.A. peut-il être rentable ?

Dans la réalité, l'exploitation moyenne peu spécialisée est un stade en voie de dépassement vers une spécialisation combinée à une "concentration" (agrandissement). Cette croissance est en partie commandée par l'augmentation du travail par suite du départ de la main-d'oeuvre salariée vers l'industrie. Le fonctionnement du C.E.T.A. accroît la charge de travail au lieu de l'alléger. Par ailleurs la croissance engagée a des répercussions économiques et sociales qui ne sont absolument pas analysées par le C.E.T.A.

B. DES BESOINS ECONOMIQUES ET SOCIAUX (Doc. n° 2).

En juillet 1963, les adhérents peuvent exprimer leurs réactions et leurs besoins. Sans rejeter les recherches techniques, ils donnent la priorité à deux questions :

- L'étude des cas particuliers que sont leurs exploitations respectives.
- L'étude de leurs relations avec l'environnement, à différents niveaux, du voisinage à la région.

Les sujets de réunion adoptés finalement pour l'année 1963-64 ne tentent pourtant pas de répondre à ces besoins.

a) L'étude des exploitations considérées comme des cas particuliers.

Les groupes de travail insistent sur les problèmes pratiques qui se posent aux agriculteurs. Ils souhaitent que le technicien étudie les cas particuliers concrets offerts par chaque exploitation ; qu'il analyse avec l'exploitant les difficultés de fonctionnement et les projets d'investissement. Les aspects économiques et la gestion de la croissance de l'exploitation leur paraissent négligés. Ils veulent un technicien passant plus de temps en contact avec les adhérents qu'en travail de bureau.



Les projets de transformation des exploitations sont censés pouvoir être étudiés en commission mais on préfèrerait qu'ils le soient par le C.E.T.A. entier, tout en tenant compte des obstacles : délai, indiscretions...

Ces souhaits, comme les désirs notés précédemment, ne sont pas approfondis et formulés plus logiquement à la suite d'une réflexion synthétique qui n'a pas lieu. Les requêtes présentées alignent en effet une série de points dont la cohérence n'apparaîtrait qu'au travers d'une confrontation théorique qui manque. Sans elle, on ne voit pas le rapport entre l'analyse de l'exploitation et l'intérêt porté aux relations de l'exploitation avec son environnement social et économique.

#### b) Etude des relations avec l'environnement.

Les relations avec "les autres" inquiètent beaucoup les adhérents. L'évolution de leurs voisins et la perception qu'ils ont du C.E.T.A. les préoccupent parce qu'ils voudraient coopérer avec eux. De même ils s'interrogent sur les organisations qui pourraient les aider à vendre une production spécialisée croissante. Ils perçoivent la coupure créée entre membres du C.E.T.A. et autres agriculteurs ; ils l'attribuent au groupe qu'ils constituent et peut-être pas assez à la transformation de leur exploitation et à ses répercussions. Cette sorte d'aveuglement sur les conséquences de leur évolution particulière apparaît nettement dans le Doc. n° 3, à propos de la politique de stockage des céréales.

#### C. L'AFFRONTMENT ENTRE GROS EXPLOITANTS ET PETITS EXPLOITANTS (Doc. n° 3).

La réunion de novembre 1964 est doublement instructive. Le C.E.T.A. aborde avec précision un problème économique caractérisé ; mais ce faisant se manifeste un intérêt particulier avec beaucoup d'inconscience de l'intérêt opposé des autres exploitants.

#### a) Un dossier économique argumenté.

Le technicien et quatre membres du C.E.T.A. se relaient au cours de la réunion pour montrer :

- que la coopérative ne doit pas investir dans une capacité supplémentaire de stockage.
- que les grosses exploitations doivent stocker elles-mêmes à la ferme.

La prise de position du C.E.T.A. est nourrie d'arguments :

- Les exploitations évoluent vers la concentration : dans 5 à 10 ans (1970 ou 1975) le Pays-Haut comptera 100 producteurs ou groupements agricoles produisant au moins 2 000 Qx de céréales.
- Les moissonneuses-batteuses de plus en plus grosses et les nouvelles techniques de récolte ne seront rentables qu'en stockant le grain à la ferme.
- Le progrès technique précédent asservit l'homme en l'obligeant à conduire le grain à la coopérative de nuit, si un accord n'est pas trouvé.
- Plus le "taux de rotation" du grain en silo est faible et plus le coût de l'investissement par quintal stocké est élevé.

Le technicien du C.E.T.A. ne néglige pas la fonction de commercialisation de la coopérative, qui l'oblige à garder disponibles d'importantes quantités de grain, au moment voulu, ce qui réduit son taux de rotation. L'intérêt des gros producteurs du C.E.T.A. commande encore.

b) L'inconscience des intérêts des petits exploitants.

Les membres du C.E.T.A. plaident leur dossier comme si les petits livreurs étaient "décidés à disparaître" dès qu'un adhérent de C.E.T.A. a formulé la loi d'évolution des exploitations vers la concentration. L'opposition entre le C.E.T.A. et la coopérative céréalière masque l'opposition des intérêts de deux catégories d'exploitants, ceux qui se spécialisent et concentrent les terres, comme certains membres du C.E.T.A., et les autres exploitants, dont la majorité livre moins de 200 Qx.

CONCLUSION A PROPOS DES DOCUMENTS N° 1 A 3.

Les adhérents du C.E.T.A. perdent finalement leur temps à des études techniques sans rapport avec ce dans quoi ils sont engagés ; cette transformation profonde de leur exploitation dont ils ne maîtrisent pas les aléas : investissement, rapports avec les voisins, commercialisation, conflits d'intérêt à plusieurs niveaux. Le C.E.T.A. ne les aide pas à gérer cette transformation en appréciant clairement sa portée. Cette conscience est-elle d'ailleurs possible sans obliger à un choix difficile entre une idéologie de gauche et une pratique de droite ?

## II - CRISE.

Les analyses et les projets contenus dans les documents n° 4 à 6 traitent de la crise ; ils tentent de dépasser les contradictions et l'ambiguïté du C.E.T.A ; les objectifs économiques individuels peuvent-ils être cautionnés par un développement humain collectif ? Les adhérents critiquent le programme unanimiste et l'isolement d'un groupe auquel ils tiennent pourtant (Doc. n° 4). Technicien (n° 5) et sociologue (n° 6) proposent d'orienter le C.E.T.A. vers une fonction de connaissance et d'échanges dans la petite région.

### A. CRITIQUE DU C.E.T.A. PAR LES ADHERENTS. (Doc. n° 4).

Exprimée au cours d'entretiens, cette critique sera confirmée par une réunion de groupe présentée dans le Doc. n° 7. Poussées par diverses influences, les exploitations des adhérents se transforment, posant au fur et à mesure des problèmes de tous ordres qui doivent être éclairés et résolus de plus en plus spécifiquement. Le C.E.T.A. ne répond pas du tout aux besoins de cette mutation complexe ; influencé par une sorte d'idéologie communautaire, le technicien propose un programme technique obligatoire qui va de pair avec une attitude hostile à l'égard d'un milieu social "de droite".

#### a) Contradiction entre programme technique proposé et mutation socio-économique vécue.

Pris entre une mutation subie et une orientation qu'ils ne sont pas aidés à préparer, les membres du groupe cherchent à alléger leurs charges croissantes en travail et en capital en s'agrippant aux deux thèmes moteurs de l'idéologie économique et sociale ambiante : se spécialiser et s'associer. Le programme de recherche du C.E.T.A. ne prépare vraiment ni l'un ni l'autre.

##### 1 - Allègement du travail par la spécialisation.

Les adhérents sont engagés dans une "carrière" agricole où leur progression et leur réussite économique les pousse à s'engager dans des responsabilités municipales et professionnelles. Ils agrandissent l'exploitation et l'intensifient. Leurs charges de travail augmentent alors qu'ils ont besoin de temps hors de l'exploitation. L'agrandissement favorise une spécialisation céréalière freinée par les contraintes du sol et les chances d'écoulement des produits animaux et maraîchers. Quelle voie choisir ? Quelles spécialisations sont économiquement souhaitables et techniquement possibles, fonction d'une part des débouchés locaux et extérieurs,

d'autre part des possibilités précises d'une exploitation donnée ?

Le programme de recherche du C.E.T.A. ne tente pas à éclairer de telles questions ; il propose de longues études sur les sols et les assolements, qui n'ont pas de sens lorsqu'elles sont isolées des problèmes posés précédemment. On a déjà signalé l'inefficacité et la lourdeur de l'organisation par commission spécialisée oeuvrant pour l'ensemble du groupe. Il y a donc trop de réunions. Le temps passé n'est pas rentable. N'assistent aux réunions que les adhérents concernés. La "communauté" progressiste est morte. Elle ne peut plus servir d'exemple dans la petite région au moment précis où l'on souhaite développer les associations entre exploitants.

## 2 - Allègement des charges financières par les groupes d'exploitants.

Pour investir dans une production sans risques et sans charges insupportables, les adhérents ont besoin de s'entendre à l'amont et à l'aval de la production. A l'amont en partageant des investissements ou du travail avec d'autres exploitants : étable en commun, coup de main pour le fumier ou CUMA de stockage, etc... A l'aval en prévoyant et organisant la vente des produits ; ce qui suppose soit un accord avec les organismes commerciaux existants, notamment coopératifs, soit un accord d'agriculteurs pour créer des "groupements de producteurs".

Sur toutes ces questions, le programme du C.E.T.A. prévoit un peu d'information ; en insistant sur l'individualisme et l'archaïsme du milieu local, cette information accroît l'inquiétude des membres au lieu de les aider à discuter avec des partenaires possibles.

## b) Contradiction entre attitude hostile et besoins de regroupement.

Le "besoin des autres" est un sujet très fortement souligné dans les entretiens. Cependant ce besoin est en contradiction avec le jugement majoritairement porté sur des villages et des dirigeants "arriérés, incapables d'évoluer", c'est-à-dire d'adopter les comportements en honneur dans le C.E.T.A.

### 1 - Des agriculteurs villageois arriérés.

Ils ont des comportements étranges à ceux des membres du C.E.T.A. ; sauf exception, il ne vient pas à l'idée de ces derniers que ce sont leurs comportements qui sont étranges : réorientation brutale de l'exploitation, peu de travail et peu d'entraide, une connivence incompréhensible avec les non-agriculteurs (cadres et ouvriers). On critique les agriculteurs traditionnels, on veut les "faire bouger" au lieu de comprendre leur vie et leurs comportements.

## 2 - Des dirigeants professionnels immuables.

Leur comportement est également étranger aux valeurs affirmées dans le C.E.T.A. Ils décident seuls ; ils dirigent des organisations professionnelles bien différentes d'un groupe de base tel que le C.E.T.A. Ces dirigeants ne sont pas explicitement critiques ; on souligne simplement les divergences et incompréhensions entre différents systèmes de vulgarisation-développement ; on affirme que le C.E.T.A. a des idées et un statut à défendre.

Un adhérent résume finalement le climat relationnel en déplorant, l'un des rares, "le manque de rapports entre des personnes ou des groupes différents". La source en serait évidente : un technicien étranger à la région, mal connu, dont les idées et méthodes ne sont pas acceptées. Après de longues discussions, sociologue et technicien envisagent une complète réorientation du C.E.T.A.

## B. PROJET D'UN GROUPE REGIONAL D'ETUDES ET D'ECHANGES.

Les positions respectives du sociologue et du technicien divergent au début presque totalement. Le premier perçoit très vite les limites du fonctionnement du groupe et en reconstruit les sources. Le technicien défend l'institution et son propre statut sans pouvoir interpréter la crise avec le recul nécessaire. Faut-il dissoudre le C.E.T.A. ? Probablement pas. Le technicien y est idéologiquement, sinon viscéralement, attaché ; le sociologue y voit un instrument possible de recherches non plus techniques mais consacrées au développement.

### a) L'attachement du technicien à "l'un des meilleurs C.E.T.A. de France" (Doc. n° 5).

Devant le risque de disparition du groupe qui l'emploie, le technicien sort enfin début septembre 1965 de sa réserve et propose des solutions possibles.

#### 1 - Le technicien affirme son point de vue.

Ce point de vue est évidemment subjectif, écrit le technicien en s'excusant d'être peut-être trop catégorique "pour mieux me faire comprendre ou susciter plus de réactions". "L'existence même du C.E.T.A. est en cause"; or le groupe "a eu une existence très riche et très féconde", et par conséquent "combien il serait dommage que tout s'arrête sans espoir de renaissance". Il regrette qu'il soit "de plus en plus difficile de mobiliser tous les adhérents sur des études techniques approfondies" et que le groupe soit isolé du milieu puisque "la construction de notre petite région est quelque chose d'essentiel pour notre avenir".

Le long rappel historique de la crise fait mieux ressortir l'absence d'analyse et de propositions de la part du technicien pour faciliter la résolution de la crise ; il attend par contre de telles interventions de la part de spécialistes extérieurs dont il ne perçoit ni la méthode ni la prudence pourtant précédemment présentées. Il attend en vain des adhérents une clarification des désirs qui ne peut résulter que d'un dialogue avec un technicien osant prendre des risques.

## 2 - Des solutions à discuter.

Malgré sa peur de "prendre des initiatives", le technicien élabore enfin des hypothèses sur l'avenir du C.E.T.A. : dissolution, création d'un nouveau groupe, animation du G.V.A., transformation en équipe de réflexion, ou en équipe de recherche régionale, ou enfin en groupement de commissions spécialisées. Quelle que soit la formule choisie, elle demande une connaissance de la petite région et une capacité de dialogue avec les autres agriculteurs et responsables.

En conclusion, le technicien envisage une démarche précise de prise de décision. En premier lieu un questionnaire sollicite un choix des adhérents parmi les solutions esquissées. Ultérieurement moyens et méthodes seront proposés et discutés, enfin un programme fixé. Le C.E.T.A. va-t-il se transformer en groupe d'études et d'échanges sur le développement ? C'est ce qu'implique la recherche sociologique projetée fin octobre 1965.

### b) Projet de recherches sociologiques sur le développement dans le Pays-Haut.

Le sociologue part de l'hypothèse de restructuration non capitaliste envisagée par les organisations professionnelles et il propose d'en analyser concrètement les obstacles afin d'en mieux définir les conditions à remplir au préalable.

#### 1 - Hypothèse de restructuration a-capitaliste.

Le sociologue s'appuie sur l'idéologie affirmée par l'ensemble du C.E.T.A. sans chercher à y déceler la couverture jetée éventuellement sur des comportements individuels capitalistes. On a déjà noté comment les adhérents, du moins une partie d'entre eux, affirment vouloir orienter la mutation économique de l'agriculture, en allégeant leur travail sans s'endetter :

- Associations partielles ou complètes d'exploitants à l'amont de la production ; accord sur les restructurations foncières nécessaires, etc...

- Groupements de producteurs à l'aval de la production, contrats avec des organismes professionnels de vente, etc...

Des constats empiriques, dans le Pays-Haut comme ailleurs, montrent un peu partout les limites d'une telle restructuration. Le sociologue en ébauche une théorie explicative qu'il propose appliquer au Pays-Haut.

## 2 - Etude sociologique du clivage entre "avant-garde" et "masse" des agriculteurs.

Des conflits surgissent entre agriculteurs en raison de l'hétérogénéité des stades d'évolution technique, des conceptions économiques, etc... des réseaux sociaux. Cette hétérogénéité et ces conflits relèvent d'une analyse approfondie, portant principalement sur les opinions, attitudes et comportements, grâce à la technique de l'entretien peu directif.

Les résultats de l'analyse seraient discutés en C.E.T.A, afin d'en tirer des conclusions sur la démarche de développement à concevoir et appliquer pour faciliter la restructuration "coopérative" souhaitée.

Ce projet répond-il vraiment aux souhaits des adhérents ? En les prenant au mot, le chercheur souhaite aussi faciliter l'expression des objectifs véritables des membres, qu'il suppose différents de l'idéologie vaguement affirmée. La dernière série de documents va-t-elle justifier cette hypothèse ?

### III - ENRACINEMENT

L'objectif mal exprimé des adhérents est de réfléchir méthodiquement à la meilleure orientation socio-économique de leur exploitation. On le discerne assez bien à la lecture de la dernière série de documents. Les Doc. n° 7 et 8 montrent qu'en réunion les agriculteurs peuvent difficilement préciser leur pensée ; celle-ci apparaît au contraire concrètement lorsqu'elle accompagne les comportements quotidiens observés dans les périodes de "mise en sommeil" de l'activité "réunionniste" du groupe. Le document n° 9 décrit un processus d'enracinement.

#### A. L'APPARENTE INDECISION DANS LES OBJECTIFS FORMULES EN REUNIONS.

Les conditions dans lesquelles se déroulent les réunions n'aident pas les intéressés à aller jusqu'au bout de leur réflexion ; le Doc. n° 7 le prouve abondamment ; les n° 8 et 8 bis en tirent la conclusion que la crise du C.E.T.A. sera résolue autrement que par des réunions.

##### a) Une réflexion avortée.

Réunis une journée entière pour réfléchir sur leurs problèmes, leurs souhaits, les objectifs du C.E.T.A., les adhérents ont été submergés d'exposés et coupés dans le fil de leur pensée.

##### 1 - L'invasion des exposés.

La moitié au moins de la journée a été consacrée aux exposés plus ou moins longs de personnes extérieures au groupe. Le Doc. n° 7 a d'ailleurs été expurgé de la "distraction" la plus caractérisée : un exposé d'un agriculteur meusien dirigeant deux exploitations, 500 et 250 ha, très hétérogènes par rapport aux situations des adhérents. Les autres personnes sont intervenues en trois temps :

- Exposé de l'animateur structurant "a priori" la discussion à venir, et faisant double emploi avec le suivant.
- Long exposé du sociologue résumant le document pédagogique écrit à la suite de la réunion d'août.
- Brefs exposés des deux spécialistes introduisant ou soutenant la dernière phase de la réflexion par des propositions prématurées.

Ces différents exposés détérioraient le climat de la réflexion au lieu de l'améliorer.



## 2 - Une série de ruptures.

Le débat a porté d'emblée sur la question de fonds des rapports entre technique, autres agriculteurs et évolution de l'exploitation. Il a ensuite tourné court en partie sous l'influence de spécialistes contrecarrant plus qu'ils ne facilitaient la réflexion, par exemple en proposant avec insistance d'étudier le milieu avant que l'absolue nécessité n'ait résulté d'un long cheminement. Celui-ci a repris, après le second exposé, sur les conditions de la coopération entre voisins, qui est l'aboutissement d'une connaissance réciproque. Puis le débat s'est enlisé dans "le complexe du C.E.T.A." : désir d'être reconnu en faisant admettre ses idées mais incapacité de les affirmer ; rationalisation de cette incapacité : "engager les autres avec leur accord". La réflexion sur l'intégration sociale qui s'ensuivit fut de nouveau coupée par un spécialiste, cette fois-ci soucieux de protéger le technicien d'une mise en cause.

La dernière phase de la journée est faite d'une suite de ruptures : de la réflexion sur la technique et la coopération locale ; de la prise de décision sur le projet de réorganisation ; du désir de consensus entre les positions des uns et des autres. La réflexion engagée amplifie la crise au lieu de la résoudre.

### b) Agir avant de "réfléchir" ?

Les documents 8 et 8 bis prennent acte des divergences et ne proposent pas de véritable réorganisation du C.E.T.A. Les réunions de réflexion désagrègent un groupe qui y trouve l'appui compensateur d'une crise insoluble avec les moyens utilisés jusque-là :

- Technicien et responsables incapables d'affirmer des positions divergentes et de dialoguer à fonds.
- Spécialistes trop directifs parcequ'ils craignent de rompre délibérément avec les habitudes ou avec l'image que les adhérents se font d'eux.

Ces derniers se retirent donc en indiquant aux adhérents une autre méthode de résolution de la crise : agir au mieux de la situation propre à chacun, appliquer dans leur diversité les multiples solutions ébauchées confusément en réunion. Tôt ou tard, la réflexion commune pourrait reprendre et faire le point :

- Les difficultés rencontrées dans l'action
- Les types d'appui attendus du C.E.T.A.

Le dernier document décrit ainsi comment le chemin parcouru pendant plusieurs années a façonné le visage d'un nouveau groupe d'études.

## B. LES CHOIX EXPRIMES DANS LES COMPORTEMENTS.

On retiendra seulement de la première moitié du document n° 9 une information et un éclairage à propos de la période 1961-1965 couverte par les précédents documents. D'abord une information sur l'origine de la crise, apparue très vite après cette assemblée de juin 1963 dont on avait noté que la conclusion pratique ignorait complètement les désirs des adhérents. Un éclairage ensuite sur les procédures de règlement de la crise ; elles s'appuient sur les réunions et les spécialistes ; elles ignorent le contact personnel avec la vie quotidienne des adhérents.

Réorienter le C.E.T.A., c'était donc avant tout le faire sortir de l'ambiance artificielle du couple "réunion-spécialistes", en conduisant les adhérents et surtout leur technicien à s'intéresser beaucoup plus aux comportements et aux problèmes des agriculteurs qu'à de passionnants comptes-rendus de réunion. La deuxième moitié du document n° 9 décrit les deux principales étapes de l'enracinement du groupe, c'est-à-dire comment le C.E.T.A. s'est transformé pratiquement et successivement en un groupe de réflexion sur l'activité et les problèmes de ses membres et en groupe d'étude sur le développement de tous les agriculteurs de la petite région.

### a) Réflexion sur l'activité et les problèmes des membres du C.E.T.A.

On remarquera que le document rédigé par le technicien consacre beaucoup moins de place à l'activité et aux problèmes, sous la rubrique "mise en sommeil du C.E.T.A.", qu'à la réflexion en réunion, sous la rubrique "définition de nouvelles orientations" : prégnance des habitudes ! L'évolution du comportement du technicien apparaît cependant au fil des pages, en comparant notamment la période 1966 à la période 1967-68.

#### 1 - Le difficile virage de l'année 1966.

La création avortée de la commission "village" est une illustration supplémentaire de la stérile "réunionnisme" : on vient discuter des idées apportées d'ailleurs au lieu de décrire et analyser les problèmes rencontrés dans son activité d'exploitant. Cette dernière commence enfin d'apparaître... pendant le sommeil du C.E.T.A. ; on devine alors le fourmillement de la vie : visites du technicien, contacts entre exploitants, réunions techniques, investissements importants, exemples de coopération...

Conclusion : "Plus rien ne rassemble les membres...". Enfin survient fin 1966 une belle réunion présentée par le technicien comme un deuxième essai de définition de nouvelles orientations ; pour le chercheur présent presque par hasard, il s'agit de pratiquer une réflexion ancrée sur une tranche de la vie et qui débouche sur des conclusions à portée de la main, beaucoup plus que sur de magnifiques programmes ou calendriers. L'attitude du technicien change pourtant peu à peu.

## 2 - Ouverture du C.E.T.A. sur le G.V.A. et le comité de petite région.

Peu à peu de nouvelles pratiques apparaissent, ouvertes sur l'extérieur ; elles conduisent progressivement à un tissu complexe de relations entre des organisations différentes, résolvant du même coup les difficultés d'intégration dans la petite région. Le document traduit aussi une nouvelle image du C.E.T.A. ; sous la rubrique "Activités du C.E.T.A." on lira à la fois que le groupe a "peu d'activités en tant que groupe", et que les adhérents multiplient les initiatives. Le C.E.T.A. saura d'ailleurs si bien s'intégrer dans les rouages régionaux qu'il en oubliera bientôt de préparer attentivement ses partenaires à l'étude qu'il médite sur les problèmes des exploitants ; de cette majorité d'exploitants qui échappe aux groupes locaux de développement.

### b) Etude des problèmes des exploitants.

Plusieurs membres du C.E.T.A. animent le comité de petite région ; celui-ci cherche à aider tous les agriculteurs, grâce principalement aux moyens techniques réunis du C.E.T.A. et du G.V.A. ; tout naturellement les habitudes d'étude et de réflexion des adhérents du C.E.T.A. conduisent à envisager une évaluation de la situation et des besoins des exploitants.

L'action technique du comité est couronnée de succès : rédaction et diffusion de fiches techniques sur les productions, puis réunions décentralisées de formation sur la Taxe à la Valeur Ajoutée. Par contre l'étude d'évaluation s'est très vite heurtée aux questions suspicieuses de dirigeants professionnels peu habitués aux recherches sociales et surtout très mal préparées par leurs collègues membres du C.E.T.A.

CONCLUSION

La période couverte par le document n° 9 s'arrête là, ainsi que la présente publication. Mais on peut ajouter qu'en définitive la crise du C.E.T.A. et sa complète reconversion finiront par engendrer les études du milieu et les expériences de pédagogie du développement (1) dont l'idée était apparue à l'automne 1965. A travers étude et expériences, le technicien comprendra d'abord mieux les raisons profondes de la crise du groupe qu'il conseillait ; ensuite il découvrira que le "développement communautaire" des agriculteurs et la "formule-C.E.T.A." peuvent être réinventés et mis en pratique de manière originale et efficace.

---

(1) On peut lire à ce sujet "Notes et Documents", n° 37, Octobre 1980 :  
"Action Expérimentale de Développement, Application en Lorraine, 1968-70".

## TABLE DES MATIERES

	Page
SYNTHESE	2
I - CONTRADICTIONS	3
A/ Programme de recherches approfondies	3
B/ Besoins économiques et sociaux	4
C/ L'affrontement entre gros et petits exploitants	5
II - CRISE	7
A/ Critique du C.E.T.A. par les adhérents	7
B/ Projet de Groupe d'etudes	9
III - ENRACINEMENT	12
A/ Apparente indécision dans les objectifs formulés	12
B/ Choix exprimés dans les comportements	14
<u>DOSSIERS DE DOCUMENTS</u>	16 bis
<u>PREMIERE SERIE : COMPTE-RENDUS ET DOCUMENTS DU C.E.T.A. (1961-64)</u>	16 ter
<u>Document n° 1 - Elaboration du programme 1961-62</u>	17
I - EVOLUTION DU C.E.T.A.	17
A/ Répartition des responsabilités en commissions de travail spécialisées	17
B/ Le travail de vulgarisation doit faire place au travail de recherche	19
C/ Liaison avec le C.E.T.A. du plateau d'Aumetz	19
II - FONCTIONNEMENT INTERIEUR	20
A/ Dépouillement du questionnaire	20
B/ Répartition des responsabilités et formation des commissions	24
III - PROGRAMME DE REUNIONS	24
IV - PROGRAMME DE RECHERCHES	25
A/ Essais	25
1. Contrôle de production fourragère	25
2. Culture du blé	25
3. Alimentation minérale des vaches laitières	25
B/ Enquêtes	26

	Page
Document n° 2 - Elaboration du programme 1963-64	27
<hr/>	
I - METHODE DE TRAVAIL	27
II - COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS	28
1. Agronomie	28
2. Elevage	28
3. Machinisme	28
III - TRAVAIL EN PETITS GROUPES	29
· <u>Question n° 1</u> : Bilan critique de l'année écoulée	30
A/ Réunions d'information	30
B/ Etudes approfondies et essais	31
C/ Réunions diverses	32
<u>Question n° 2</u> - Problèmes pratiques posés par la réalisation des activités	33
<u>Question n° 3</u> - Les techniciens	34
A/ Extérieurs au C.E.T.A.	34
B/ Du C.E.T.A.	34
<u>Question n° 4</u> - Opinion sur la nouvelle méthode de travail	34
<u>Question n° 5</u> - Orientation future des exploitations	34
<u>Question n° 6</u> - Opinion sur les rapports avec les voisins, la commune et la région, la profession.	35
<u>Question n° 7</u> - Problèmes à étudier pour atteindre les objectifs	36
<u>Question n° 8</u> - Questions diverses	36
IV - SYNTHESE ET PROGRAMME DE TRAVAIL	36
A/ Idées directrices	36
B/ Synthèse du travail des équipes	36
1. Information	36
2. Etudes approfondies	37
3. Problèmes pratiques	39
C/ Calendrier 1963-64	41
Document n° 3 - Recherche d'une politique de stockage	42
<hr/>	
INTRODUCTION	42
II- EVOLUTION DES EXPLOITATIONS	43
III- POINT DE VUE TECHNIQUE DU STOCKAGE	43
IV - POINT DE VUE HUMAIN	44

	Page
V - POINT DE VUE ECONOMIQUE DU STOCKAGE "FERME + SILO"	45
VI- LE POINT DE VUE REGIONAL	47
VII- LE POINT DE VUE DES RESPONSABLES DE LA COOPERATIVE	48
CONCLUSION	49
DEUXIEME SERIE : DOCUMENTS SUR LA CRISE (AOUT A OCTOBRE 1965)	49 bis
<hr/>	
Document n° 4 - La crise vue par les adhérents	50
-----	
Entretien n° 1 - Ferme en plain village	50
Entretien n° 2 - Ferme à l'écart d'un hameau	
Entretien n° 4 - Ferme à l'écart du village	55
Entretien n° 5 - Ferme en plein village (extraits)	62
Entretien n° 6 - Ferme de village	63
Entretien n° 7 - Ferme en plein village	64
Entretien n° 9 - Ferme en plein village	65
Entretien n° 11 - Ferme champêtre	65
Entretien n° 12-13 - Ferme des deux.	66
Document n° 5 - Lettre et questionnaire du technicien aux adhérents	67
-----	
INTRODUCTION	67
I - ESSAI D'ANALYSE DE LA SITUATION	68
II - RAPPEL HISTORIQUE	70
III - OU EN SOMMES-NOUS ACTUELLEMENT ?	71
IV - QUELQUES PISTES POSSIBLES	71
V - PROPOSITIONS DE TRAVAIL	73
QUESTIONNAIRE	74
Document n° 6 - Projet de recherche sociologique	75
-----	
I - OBSTACLES A LA RESTRUCTURATION	75
II - RAPPORT ENTRE DEUX CATEGORIES D'AGRICULTEURS	76
III - ETUDE SOCIOLOGIQUE DU CLIVAGE	76
IV - LES TRAVAUX EN COURS	77
V - L'HYPOTHESE DE TRAVAIL	78